



Direction de l'arpenteur général

Au-delà des frontières

AVIS D'ADDENDA

16 octobre 2015

De: *Arpenteur général des terres du Canada*

Addenda 1.1

Addenda pour: *Normes nationales pour l'arpentage des terres du Canada (1.0)*

Object: *Chapitre 14: Arpentages miniers au Yukon*

Les modifications, additions, omissions, clarifications et corrections mentionnées à la présente constituent un amendement officiel au document dont il se réfère.

DÉTAIL

Cet addenda est publié dans le but d'amender le *Chapitre 14: Arpentages miniers au Yukon* des *Normes nationales pour l'arpentage des terres du Canada (1.0)*. Ce chapitre 14 était en cours de rédaction lors de la publication en septembre 2014 de la version 1.0 des *Normes nationales pour l'arpentage des terres du Canada*.

Chapitre 14: ARPENTAGES MINIERS AU YUKON

14.1 Introduction

1. Au Yukon, trois types d'arpentage de concessions minières sont effectués : l'arpentage des claims miniers accordées en vertu de la *Loi sur l'extraction du quartz*; l'arpentage des claims de placer accordées en vertu de la *Loi sur l'extraction de l'or*; l'arpentage des lignes de base de placer fait en vertu de la *Loi sur l'extraction de l'or*. Il existe un quatrième type d'arpentage rarement effectué, soit celui des baux en vertu du *Règlement sur le dragage*.
2. Le terme « claim minier » est utilisé pour décrire un claim jalonné et concédé en vertu de la *Loi sur l'extraction du quartz* et le terme « claim de placer » est utilisé pour décrire un claim jalonné et concédé en vertu de la *Loi sur l'extraction de l'or*.
3. Les claims miniers et les claims peuvent se chevaucher. Les claims miniers sont concédés pour l'extraction du quartz (roche dure) de tous les types de minéraux, tandis que les claims de placer sont accordés pour l'extraction de minéraux précieux (or) ou de pierres de gravier.
4. La *Loi sur l'extraction de l'or* utilise le terme « borne légale » pour définir les bornes placées pour marquer l'emplacement d'un claim de placer. La *Loi sur l'extraction du quartz* utilise les termes « borne légale » et « borne d'emplacement » pour définir les poteaux placés pour marquer l'emplacement d'un claim minier. Il est convenu d'utiliser le terme « borne légale » pour l'arpentage des claims de placer, et le terme « borne d'emplacement » pour l'arpentage de claims miniers de quartz.
5. Le chapitre 14 des *Normes nationales* s'applique aux trois types d'arpentage de claim mentionnés au paragraphe 1.

6. Les chapitres 1 à 4 des *Normes nationales* s'appliquent aux arpentages miniers dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du chapitre 14.
7. Des instructions d'arpentage spécifiques sont requises pour tous les arpentages de claim minier. Chaque claim arpenté est identifié par un numéro de lot. Lorsqu'il fait une requête pour obtenir des instructions spécifiques, l'arpenteur doit fournir les noms, les numéros de matricule et le quadrilatère dans lequel le ou les claims sont situés.
8. Des arpentages de claims miniers et de claims de placer peuvent être faits pour définir les limites des claims. Des arpentages de claims miniers sont également nécessaires pour faire une demande de bail minier de quartz. De plus, des arpentages de lignes de base de placer sont faits pour définir la ligne de base.
9. Avant de soumettre le plan à la Direction de l'arpenteur général, l'arpenteur doit obtenir du registraire minier la confirmation que les claims arpentés sont conformes aux lois et politiques régissant le jalonnement et la concession de claims, incluant les guides *Loi sur les mine de quartz – Lignes directrices pour le jalonnement de claims* et *Loi sur les mine de Placer – Lignes directrices pour le jalonnement de claims* publiées (en anglais seulement) par le ministère Énergie, Mines et Ressources du Yukon.

14.2 Limites de claim

10. La position des limites et les dimensions d'un claim minier ou d'un claim de placer sont régies par la législation en vigueur au moment du jalonnement du claim; et l'arpentage doit être conforme à toutes les dispositions particulières de cette législation.
11. Aucun claim minier ou claim de placer ne peut être constitué de plus d'une parcelle. Lorsqu'un claim est séparé en deux parcelles non contiguës par des emplacements antérieurs, la parcelle qui est adjacente ou qui est la plus proche de la borne d'emplacement n° 1 doit constituer le claim.
12. Un claim minier inclus toute la superficie des terres couvertes d'eau qui se trouvent à l'intérieur de ses limites. L'emplacement approximatif des îles, des lacs et des cours d'eau doit être tracé sur le plan d'arpentage à l'aide de relevé, de photographies aériennes ou de cartographie existante. La ligne des hautes eaux ordinaires de toutes étendues d'eau qui se trouvent à proximité d'une limite arpentée doit être rattachée et relié à la limite.
13. Tout claim minier peut être réduit si, lors de son jalonnement, le claim en question empiétait sur d'autres claims miniers antérieurs toujours en règle, ou sur toutes autres terres exclues du jalonnement en vertu de l'article 15 de la *Loi sur l'extraction du quartz*. Tous claims miniers antérieurs, ou terres stipulées dans l'article 15 qui empiètent, doivent être exclues du claim minier arpenté.
14. Tout claim de placer peut être réduit si, lors de son jalonnement, le claim en question empiétait sur d'autres claims de placer antérieurs toujours en règle, ou des baux de prospection toujours en règle. Tous claims de placer antérieurs ou baux de prospection qui empiètent doivent être exclus du claim de placer arpenté.
15. Lorsqu'un claim antérieur non arpenté affecte un claim qui fait l'objet d'un arpentage, l'arpenteur doit arpenter le claim antérieur de manière suffisante pour déterminer les limites communes aux deux claims. L'arpenteur doit inclure ces données dans ses notes d'arpentage ainsi qu'une copie de la requête d'enregistrement du claim antérieur.
16. En cas de litige, l'arpenteur a le devoir de noter tous les claims adverses qui empiètent, tel qu'il les trouve, et de les montrer sur le plan d'arpentage. L'arpenteur n'a pas l'autorité de décider de la priorité des droits.
17. Lors de l'arpentage d'un claim qui est en litige avec un autre claim, l'arpenteur doit consigner toutes les intersections de limites entre les deux claims. Si l'autre claim est non arpenté, ses limites doivent être arpentées de manière suffisante pour pouvoir déterminer les intersections des deux claims et toute l'étendue de l'empiètement.

Bornes

18. Utilisez les bornes ATC 77, les bornes courtes ATC 77 ou les bornes ATC standards, conformément au paragraphe 1.2 du chapitre 1 des *Normes nationales*, pour marquer les lignes de base de placer.
19. Utilisez l'un ou l'autre des bornes suivantes pour marquer la position des bornes d'emplacement (légales) trouvées et pour marquer les limites d'un claim minier ou d'un claim de placer :

- a. une borne ATC 77, une borne ATC 77 courte ou une borne ATC standard, tel qu'indiqué au paragraphe 1.2 du chapitre 1 des *Normes nationales*; ou
 - b. une barre d'acier d'au moins 1,5 cm² et de 75 cm de longueur, enfoncée dans le sol et ne dépassant pas le niveau du sol de plus de 10 cm; ou
 - c. une barre d'acier d'au moins 1,5 cm² et d'une longueur minimal de 23 cm, cimentée dans le roc et ne dépassant pas le niveau du sol de plus de 10 cm.
20. À moins de dispositions contraires dans le chapitre 14 des *Normes nationales*, une borne doit, lorsque c'est réalisable, être placée à chaque coin et à chaque sommet d'angle des limites arpentées. Il n'est pas nécessaire de matérialiser les intersections des limites qui définissent des droits d'exploitation du sous-sol avec des limites qui définissent des droits de surface, cependant les limites des droits de surface doivent être tracées sur le plan.
 21. Une borne doit être placée à toutes les bornes d'emplacement (légales) utilisées pour définir le claim qui est arpentée. Les bornes d'emplacement (légales) d'un claim constituent une preuve primaire essentielle et ne doivent pas être déplacées sauf si une approbation a été accordée par le registraire minier.
 22. Lorsqu'une borne d'emplacement (légale) ou un coin à arpenter coïncide avec une borne placée lors de l'arpentage d'un claim adjacent, le point à l'extrémité de la ligne d'emplacement ou le coin à arpenter doit être placé au même endroit que la limite arpentée du claim adjacent.
 23. Si la position d'un coin ou d'un angle d'un claim minier ou d'un claim de placer est située à un endroit couvert d'eau, ou à tout autre endroit qui ne convient pas à la pose d'une borne, sa position devra être établie avec une borne témoin placée sur la limite du claim.
 24. Lorsqu'une borne témoin est placée pour remplacer une borne d'emplacement témoin, la borne témoin doit être placée au même endroit que la borne d'emplacement témoin, ou le plus près possible, sur la ligne d'emplacement entre les bornes d'emplacement n° 1 et n° 2.
 25. L'inscription sur les bornes doit inclure les numéros de lot ainsi qu'un numéro distinctif. L'inscription doit être placée dans la partie du médaillon qui fait face au claim pour les bornes avec médaillon, ou sur le côté de la borne qui fait face au claim pour les autres types de bornes. L'inscription doit avoir la forme suivante : (*borne n°*) L (# de lot pour le quadrilatère) — ex. 3L1642.
 26. Les dispositions de la section 1.4 *Matérialisation auxiliaire* des Normes nationales s'appliquent à l'arpentage de claims dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du chapitre 14. Lorsque deux bornes d'une limite sont à moins de 100 m l'un de l'autre, une matérialisation auxiliaire doit être faite pour seulement l'une de ces bornes.
 27. Lorsqu'un groupe de claims miniers adjacents appartient au même propriétaire, on peut omettre la matérialisation des coins intérieurs si la matérialisation n'est pas pratique ou est susceptible d'être détruite. Toutefois, il faut matérialiser tous les coins du claim qui se trouvent sur le périmètre du groupe et toutes les bornes d'emplacement qui définissent le groupe.
 28. Il faut ouvrir et plaquer toutes les limites du périmètre du groupe de claims miniers adjacents qui fait l'objet de l'arpentage. De plus, il faut ouvrir et plaquer toutes limites intérieures arpentées qui séparent des claims miniers détenus par des propriétaires différents.
 29. Lors de l'arpentage d'une ligne de base en vertu de la *Loi sur l'extraction de l'or*, la ligne de base doit être matérialisée à chacune de ses extrémités et de ses sommets d'angle, à des intervalles ne dépassant pas 1 km. Marquer les bornes de la ligne de base avec les lettres « LB » et les numéros des stations. Il faut placer une balise à chaque borne de la ligne de base.
 30. En plus de matérialiser la ligne de base, il faut ajouter des repères secondaires aux sommets d'angle et aux extrémités de la ligne de base aux emplacements où ils seront le moins susceptible d'être détruits. Afin d'éviter que les repères secondaires soient confondus par les jalonneurs avec les bornes de la ligne de base, on ne doit pas les rendre trop visible et on doit les identifier clairement par les lettres « REF » ainsi qu'un numéro unique. Un piquet de bois, plutôt qu'une balise, devrait être placé à l'emplacement de ces repères secondaires.

14.3 Arpentage des claims de placer

Bornes

31. Les claims de placer sont généralement situées le long d'un ruisseau ou d'une rivière et font référence à une ligne de base établie par un arpentage officiel. Une ligne de base est généralement constituée d'une série de segments où les sommets d'angle sont identifiés par des numéros de station.
32. Plusieurs lignes de base sont historiques, ayant été arpentées et établies au début du XX^e siècle. Un arpentage pourrait être nécessaire pour réarpenter une ligne de base existante ou pour en établir une nouvelle.
33. Une ligne de base suit la direction générale des basses terres centrales d'une vallée, mais ne se trouve pas nécessairement au centre de celles-ci. La ligne de base doit le plus possible être conforme à toute ligne de base existante non arpentée, indiquée sur une feuille de jalonnement de claim de placer disponible auprès du registraire minier.
34. Les déflexions importantes devraient être évitées le plus possible de manière à ce que les claims ne s'éloignent pas trop de la forme rectangulaire. De plus, l'emplacement de la ligne de base non arpentée, et de tous claims de placer montrés sur une feuille de jalonnement de claims de placer, doit être prise en compte de manière à ce que l'arpentage ne modifie pas de façon importante leur emplacement, leur forme et leur taille. Dans le cas d'un ruisseau, la ligne de base devrait être suffisamment près du cours d'eau pour s'assurer que la position de tous les claims de ruisseau englobe la pleine largeur du ruisseau. Pour une rivière, la ligne de base de chaque rive devrait suivre la tendance générale de la rive et devrait être à moins de 50 m de la rive, du côté des hautes terres.

Configuration des claims de placer et méthodes d'arpentage

35. La *Loi sur l'extraction de l'or* couvre trois types de claims de placer:
 - a. claim de ruisseau (claim situé sur un ruisseau);
 - b. claim de rivière (claim faisant face à une rivière); et
 - c. claim de terrasse (claim situés à un autre endroit).
36. Selon la *Loi*, une « rivière » est un cours d'eau ayant une largeur moyenne d'au moins 45,7 m (150 pieds). Un claim faisant face à une rivière est restreint à un seul côté de la rivière. Le lit de la rivière ne peut être inclus dans un claim (*voir figure 1*).
37. Deux bornes légales sont utilisées pour définir les limites d'un claim. La longueur maximale qui les sépare le long de la ligne de base est de 152,4 m (500 pieds), à l'exception des claims découverts, qui eux sont jalonnés conformément à l'article 25 de la *Loi sur l'extraction de l'or*.
38. La longueur de la ligne d'emplacement est mesurée sur la ligne de base dans le cas des claims de ruisseau et des claims de rivière, et mesurée sur la ligne avant, parallèle à la ligne de base, dans le cas des claims de terrasse. Dans tous les cas, les limites des claims doivent être conformes à la ligne de base, telle qu'arpentée.
39. Les limites terminales des claims passent par les deux bornes légales, tirées à angles droits de la ligne de base (sujet aux longueurs maximales permises le long de la ligne de base).
40. Les limites latérales des claims de ruisseau sont parallèles à la ligne de base et sont éloignées de 304,8 m (1 000 pieds) de chaque côté de la ligne de base (*voir figure 2*).
41. La limite avant d'un claim de rivière suit la rive de la rivière. La limite latérale (arrière) est parallèle à la ligne de base, et éloignée de 304,8 m (1 000 pieds) de la ligne de base.
42. La limite avant d'un claim de terrasse est une ligne parallèle à la ligne de base éloignée de 304,8 m (1 000 pieds), ou d'un multiple de cette distance, de la ligne de base. La limite latérale (arrière) est parallèle à la limite de front, et éloignée de 304,8 m (1 000 pieds) de la limite de front. Les claims de terrasse immédiatement adjacents à l'extrémité des claims de ruisseau sont connus comme des claims de terrasse de 1^{ère} rangée. L'autre série de claims de terrasse situés à un autre 1 000 pieds supplémentaires de la ligne de base sont connus comme des claims de terrasse de 2^{ème}, et ainsi de suite. Puisqu'un claim de terrasse peut être situé sur l'un ou l'autre des côtés d'une ligne de base, on utilise les termes « limite droite » et « limite gauche » pour les

claims situés à droite et à gauche de la ligne de base (en regardant en aval de la ligne de base). Une désignation typique de claim pourrait être « 2^{ème} rangée, Limite droite, Ruisseau Gold Run » (*voir figure 2*).

43. Commencer par localiser la ligne de base et les bornes légales. Lorsque les bornes légales ne sont pas placées sur la ligne de base (ou sur la limite avant pour les claims de terrasse), on doit projeter leurs positions sur la ligne de base (ou sur la limite avant pour les claims de terrasse) à angles droits avec la ligne de base.
44. La longueur d'un claim de ruisseau est mesurée le long de la ligne de base. Si la longueur maximale prescrite aux paragraphes 37 et 38 ci-haut est excédée, il faut la réduire à la longueur admissible, mesurée le long de la ligne de base depuis la borne légale n° 1 ou depuis sa projection sur la ligne de base.
45. Si un claim de placer a été jalonné avec une longueur excédentaire, l'arpenteur doit placer une borne à côté de la borne d'emplacement n° 2. Il ne doit pas déplacer la borne d'emplacement n° 2 originale lorsqu'il réduit le claim à la longueur prescrite.
46. Il n'existe pas de protection pour les espaces créés résultant du jalonnement d'un groupe de claims de placer où un, ou des claims, ont été jalonnés avec une longueur excédentaire le long de la ligne de base. Ces espaces de terrain ainsi créés ne peuvent habituellement être acquis qu'en étant jalonné de nouveau en tant que nouveau claim. Alternativement, le propriétaire du groupe de claims peut formuler une demande auprès du registraire minier, en vertu de l'article 26 de la *Loi sur l'extraction de l'or*, pour une extension des limites du claim.

14.4 Arpentage des claims d'extraction du quartz

Configuration des claims et méthodes d'arpentage

47. La pleine dimension d'un claim minier est de 457,2 m par 457,2 m (1 500 pieds par 1 500 pieds) et la superficie maximale est de 20,9 ha (51,65 acres).
48. Un claim minier est marqué sur le terrain par 2 bornes d'emplacement érigées aux extrémités d'une ligne d'emplacement. Un claim minier aura une longueur horizontale maximale, mesurée le long de la ligne d'emplacement, de 457,2 m (1 500 pieds); ou une longueur plus courte déterminée selon la position des bornes d'emplacement.
49. La ligne d'emplacement d'un claim peut former un des côtés du claim, ou une portion du claim peut se situer d'un côté, comme de l'autre, de la ligne d'emplacement.
50. Les inscriptions sur la borne d'emplacement n° 1 doivent indiquer la distance à laquelle le claim s'étend du côté gauche ou du côté droit de la ligne d'emplacement (communément appelée le décalage), l'étendue totale ne doit pas dépasser 457,2 m (1 500 pieds).
51. Les côtés gauche et droit de la ligne d'emplacement se définissent en se tenant sur la borne d'emplacement n° 1 et en faisant face à la borne d'emplacement n° 2.
52. Un claim minier fractionnaire est utilisé pour acquérir un terrain qui se trouve entre des claims précédemment localisés. Les claims adjacents dictent la configuration du claim fractionnaire. La superficie maximale d'un claim fractionnaire, arpenté en vertu de l'article 90 de la *Loi sur l'extraction du quartz*, est de 24,3 ha (60 acres).
53. Si la borne d'emplacement n° 2 devait se trouver à plus de 457,2 m (1 500 pieds) de la borne d'emplacement n° 1, ou à plus de 804,7 m dans le cas d'un emplacement pour le fer ou le mica, l'arpenteur doit placer une borne sur la ligne d'emplacement à une distance de 457,2 m, ou 804,7 m selon le cas, de la borne d'emplacement n° 1. L'arpenteur ne doit pas déplacer la borne d'emplacement n° 2 original; une borne doit être placée à côté de la borne d'emplacement n° 2 pour préserver sa position.
54. Un claim jalonné en tant que claim minier fractionnaire peut être arpenté pour inclure, dans la mesure du possible, tout le terrain inoccupé qui se trouve entre les claims miniers précédemment localisés décrits dans la requête du localisateur et le croquis accompagnateur, à condition que la superficie du claim arpenté soit moindre que 24,3 ha (60 acres).
55. Lorsque le plan d'arpentage révèle des différences importantes entre l'intention apparente du jalonneur reflétée dans la requête, accompagnée du croquis, et la fraction arpentée finale, l'arpenteur doit obtenir la confirmation du registraire minier indiquant que la fraction arpentée est conforme à la *Loi sur l'extraction du quartz*, avant que le plan ne soit soumis à la Direction de l'arpenteur général.

56. L'article 89 de la *Loi sur l'extraction du quartz* stipule que lorsque la borne d'emplacement n° 1 ou n° 2 d'un claim minier est sur la limite d'un claim antérieurement localisé, laquelle limite n'est pas à angle droit par rapport à la ligne d'emplacement, la fraction de terrain ainsi créée peut être incluse dans le claim qui est arpenté à la condition que cette fraction de terrain soit disponible et peut être aliénée, et que la superficie du claim, fraction de terrain comprise, ne dépasse pas 24,3 ha (60 acres) (*voir figure 3*).
57. La fraction mentionnée au paragraphe 56 précédent constitue le segment de terrain inoccupé qui résulterait de l'arpentage strictement rectangulaire des deux claims par rapport aux lignes d'emplacement. Ce segment serait défini en joignant les coins respectifs des deux rectangles par une ligne droite; et en aucun cas en prolongeant les côtés des rectangles.
58. Lorsque les deux claims en question sont arpentés et que le segment de terrain pourrait être ajouté à l'un ou l'autre des deux claims sans que la limite de superficie ne soit dépassée, ou que le segment pourrait être partagé entre les deux claims, les circonstances entourant chaque cas indiqueront à l'arpenteur la façon dont il devrait traiter la chose et ce choix est laissé à la discrétion de l'arpenteur.
59. L'article 14(2) de la *Loi sur l'extraction du quartz* traite de claims qui sont contiguës et qui comprennent un groupe inscrit au nom d'un seul propriétaire (*voir figure 3*):
- Cet article traite du cas où le localisateur jalonne ce qu'il croit être une colonne droite de claims, ou des rangées parallèles de claims, mais, par inadvertance, les lignes d'emplacement des claims contiguës ne forment pas une droite ligne. En pareils cas, même si des fractions seraient alors créées, la contiguïté des claims ne serait pas affectée. Ces fractions sont réservées au propriétaire enregistré et elles peuvent, lors de l'arpentage, être incluses dans le claim minier, et ce conformément aux articles 14(2) et 89 de la *Loi*. Cependant, lorsque la longueur de ligne d'emplacement dépasse 457.2 m (1 500 pieds) ou que la distance entre les lignes d'emplacement parallèles excède les distances de décalage, la contiguïté du bloc de claims est perdue. La portion de terrain vacant entre les claims ne constitue pas une fraction protégée en vertu de l'article 14(2) de la *Loi*, et demeure disponible pour jalonnement par une tierce partie; et
 - la partie de l'article 14(2) de la *Loi* qui stipule que « tout semblable terrain peut, après un arpentage, être inclus dans un ou plusieurs de ces claims par un arpenteur des terres du Canada » permet à l'arpenteur d'inclure des fractions vacantes, créées tel qu'expliqué paragraphe 59(a) ci-dessus, dans l'un ou plusieurs des claims adjacentes, à la condition que la superficie de ces claims ne dépasse pas 24,3 ha (60 acres).

Arpentage des lignes d'emplacement

60. Lorsque l'arpentage d'une ligne d'emplacement est fait strictement pour informer le client, et non pour une utilisation publique, l'arpenteur n'est pas tenu de placer des bornes ou de faire parvenir des documents d'arpentage à la Direction de l'arpenteur général.
61. Si des bornes sont placées, des notes d'arpentage de lignes d'emplacement doivent être préparées et soumises conformément aux dispositions du *Chapitre 14* et du *Chapitre 3 : Notes d'arpentage* des Normes nationales.
62. Des arpentages de lignes d'emplacement de claims miniers peuvent être faits pour préserver et documenter la position et l'état des bornes d'emplacement, et pour identifier tout terrain vacant sans avoir à arpenter les limites du claim.

Ces arpentages ne définissent pas les limites du claim, mais peuvent servir d'information aux notes d'arpentage lors d'un arpentage subséquent du claim.

14.5 Préparation des notes d'arpentage

63. En plus des exigences prescrites au *Chapitre 3 : Notes d'arpentage* des Normes nationales, les notes d'arpentage pour les claims de placer, les claims miniers ou les lignes d'emplacement de claims miniers doivent également contenir les renseignements suivants:
- dans le titre, indiquer le nom du claim ainsi que le nom de la personne, ou de la société, pour qui l'arpentage a été effectué; et
 - les évidences de la position et de l'état des bornes légales ou bornes d'emplacement trouvées, les types de borne, ainsi que les inscriptions et étiquettes trouvées sur les bornes. Les photos des bornes légales ou d'emplacement peuvent être incluses dans le rapport d'arpentage.

64. Les abréviations BE (borne d'emplacement), BL (borne légale) et BT (borne témoin) peuvent être utilisées sans explication.

14.6 Préparation des plans

65. Les plans d'arpentage concernant les concessions de placer et les concessions minières doivent être préparés conformément au *Chapitre 2 : Plans d'arpentage* des Normes nationales.
66. Le format d'un plan doit être semblable aux plans spécimens fournis en référence dans les *Normes nationales*.
67. Dans le titre du plan, indiquer:
- le nom des claims, de même que le numéro du lot et le numéro du quadrilatère;
 - le nom ou des personnes, ou de la société, pour qui l'arpentage a été effectué; et
 - le district minier dans lequel se trouvent les claims.
68. Dans le diagramme du plan, montrer :
- toutes les bornes (bornes d'emplacement, bornes légales et bornes témoins) et toutes les lignes d'emplacement visées par l'arpentage, ainsi que les directions et les distances nécessaires pour les rattacher aux limites arpentées, incluant toutes les bornes d'emplacement qui ne se trouvent maintenant plus sur la limite en raison de la réduction de la longueur de la ligne d'emplacement, en vertu de l'article 24(5) de la *Loi sur l'extraction de l'or* ou de l'article 36(1) de la *Loi sur l'extraction du quartz*;
 - le nom du claim, de même que le numéro du lot et le numéro du quadrilatère ainsi que la superficie du claim indiquée à l'intérieur des limites du claim;
 - les évidences de la position et de l'état des bornes d'emplacement ou des bornes légales trouvées, les types de bornes, de même que les inscriptions et les étiquettes apposées sur les bornes (n° de borne, nom du claim, n° d'étiquette, longueur et direction, date et localisateur). Ces renseignements peuvent être fournis sous forme de tableau ou figurer à côté de la borne appropriée. Des photos des bornes d'emplacement, ou légales, peuvent être ajoutées au rapport d'arpentage;
 - le nom et la configuration générale de chaque claim adjacent au claim ou au groupe de claims en question; et
 - les entités topographiques dessinées de manière assez détaillée pour aider à identifier la position géographique du ou des claims.

14.7 Approbations et certification

69. Placer les certificats d'approbation appropriés dans les espaces prévus, tels qu'indiqué sur les plans spécimens des *Normes nationales*. Pour les arpentages d'un claim minier, le plan devra inclure le certificat de l'arpenteur, tel qu'exigé en vertu de l'article 93 de la *Loi sur l'extraction du quartz*.
70. Conformément à la loi en vigueur, le propriétaire, ou l'arpenteur agissant au nom du propriétaire, doit afficher et publiciser l'arpentage d'un claim minier ou d'un claim de placer dans les six mois suivant la fin des travaux sur le terrain.

Les avis d'arpentage des claims de placer doivent être affichés et publicisés conformément à l'article 39 de la *Loi sur l'extraction de l'or*. Les avis d'arpentage des claims miniers de quartz doivent être affichés et publicisés conformément aux articles 70 ou 87 de la *Loi sur l'extraction du quartz*.

71. L'arpenteur doit soumettre le plan final d'arpentage des lignes de base du placer à la Direction de l'arpenteur général dans les six mois suivant la fin du travail sur le terrain. La Direction de l'arpenteur général prendra les dispositions pour l'affichage et la publicité de l'arpentage de la ligne de base.
72. Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (Yukon), ou une personne désignée par celui-ci, approuvera le plan d'arpentage de claims miniers, de claims de placer ou de lignes de base de placer si l'arpentage demeure incontesté pour toute la durée de la période durant laquelle il est publicisé.
73. À la suite de l'approbation d'un plan, dont le processus est décrit au paragraphe 72 ci-dessus, l'arpenteur général, ou une personne désignée par celui-ci, ratifiera ou approuvera le plan si l'arpentage et le plan qui

l'encadre sont conformes aux *Normes nationales* et aux instructions d'arpentage spécifiques de l'arpenteur général. Le plan sera considéré comme officiel dès sa ratification.

74. Toutes les notes et les plans d'arpentage sont enregistrés dans les *Archives d'arpentage des terres du Canada*. Des copies des arpentages de claims de placer et de lignes de base de claims de placer doivent être envoyées au Bureau des titres de biens-fonds du Yukon.

14.8 Documentation à produire

75. Les documents à produire doivent être envoyés au bureau régional de la Direction de l'arpenteur général à Whitehorse dans les six mois suivant la fin des travaux sur le terrain.
76. La documentation à produire doit inclure :
- a. le plan;
 - b. les notes d'arpentage (si elles ne sont pas déjà incluses dans le plan d'arpentage);
 - c. des copies des requêtes de même que les croquis d'accompagnement, pour tous les claims miniers arpentés, et les claims environnants;
 - d. une copie à jour de la feuille de jalonnement;
 - e. un tableau des priorités/de l'historique faisant la liste les priorités, selon les dates des localisations, des claims qui font l'objet de l'arpentage, et de tous autres claims qui affectent, ou peuvent affecter, les limites des claims faisant l'objet de l'arpentage. Le tableau doit inclure le numéro de l'acte de concession, le nom du claim, la date de la localisation, la date d'enregistrement, toutes dates d'échéance, la direction de la ligne d'emplacement, ainsi que le décalage à gauche et à droite de la ligne d'emplacement;
 - f. un rapport d'arpentage, qui peut inclure des photos de bornes d'emplacement, ou légales, trouvées, et
 - g. tous autres éléments demandés dans les instructions d'arpentage spécifiques pour cet arpentage.

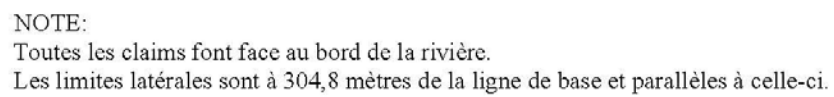
14.9 Plans spécimens

Liens:

[#33 Plan d'arpentage de claims miniers au Yukon](#)

[#34 Plan d'arpentage de ligne de base au Yukon](#)

Claims de placer sur une rivière

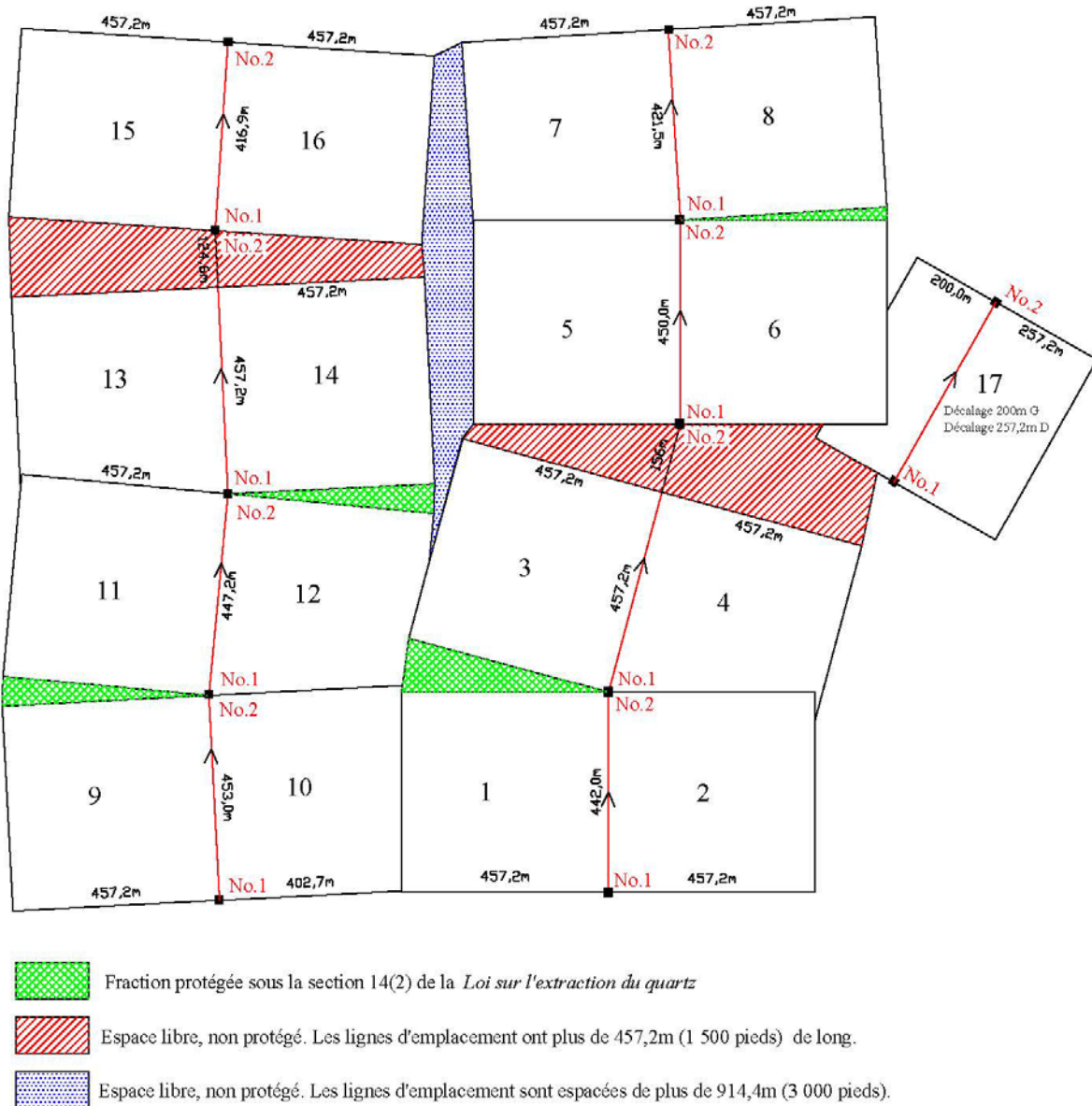


Claims de placer sur un ruisseau



FIGURE 3

Claims miniers de quartz



Cet Addenda entrera en vigueur le 16 octobre 2015.

(Original signé le 16 octobre 2015)

Peter J. Sullivan
Arpenteur général des terres du Canada